

PRÉFECTURE DES YVELINES

7801004

ARRETE N° 01-031 DUEL

DIRECTION DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU LOGEMENT

LE PREFET DES YVELINES,
Chevalier de la Légion d'Honneur

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 20 mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;

VU le décret n° 83.1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

VU l'ordonnance 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du Code de l'Environnement ;

VU le récépissé du 2 décembre 1986 donnant acte à la société AUCHAN SAMADOC dont le siège social est situé 6 rue A. Laforge, Paris 17ème, de sa déclaration d'exploiter au Centre Commercial Velizy 2 à VELIZY-VILLACOUBLAY (78140) les activités suivantes soumises à déclaration :

- n° 3-1: atelier de charge d'accumulateurs la puissance maximale du courant continu de charge étant supérieure à 2,5 kW;
- n° 368: dépôt dans une agglomération de salaisons, les quantités entreposées étant supérieure à 500 kg;
- n° 361-B-2: installation de réfrigération au fréon, la puissance électrique absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW.

VU l'arrêté préfectoral du 13 octobre 1998 donnant acte à la société SAMADOC / AUCHAN dont le siège social sis 19 le Parvis 92073 PARIS LA DEFENSE Cedex 37 de sa déclaration d'exploiter deux ateliers de charge d'accumulateurs n°2925 (activité soumise à déclaration) situés dans l'enceinte de l'hypermarché AUCHAN, Centre Commercial Velizy 2 à VELIZY VILLACOUBLAY (78140) et imposant des prescriptions spéciales;

VU la demande du 22 février 1999 par laquelle la société AUCHAN FRANCE dont le siège social est situé 200 rue de la Recherche- 59650 VILLENEUVE D'ASCQ, sollicite la régularisation de la situation administrative de l'hypermarché AUCHAN Centre Commercial Velizy 2 2 avenue de l'Europe 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY, activités soumises à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques suivantes :

.../...

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

activités soumises à autorisation

- **2220 1.** Alimentaires (préparation ou conservation de produits) d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, deshydratation, torréfaction, etc; à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles, et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes, la quantité de produits entrant étant supérieure à 10 t/j

- **2221 1.** Alimentaires (préparation ou conservation de produits) d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation surgélation, congélation, lyophilisation, deshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour les animaux de compagnie. La quantité de produits entrant étant supérieure à 2 t/j

- **2920 2. a)** Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, sans compression ou utilisation de fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW

- **2230 1.** Lait (Réception, stockage, traitement, transformation etc., du) ou des produits issus du lait, la capacité journalière de traitement exprimée en litre de lait ou équivalent-lait étant supérieure à 70 000 l/j

activités soumises à déclaration

- **2910-A-2** - Installation de combustion, la puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW

- **2925** Accumulateurs (ateliers de charge d'), la puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW

VU l'étude d'impact, les plans et renseignements fournis à l'appui de cette demande ;

VU l'arrêté du 6 avril 1999 portant ouverture d'une enquête publique du 10 mai 1999 au 11 juin 1999 inclus sur la demande susvisée ;

VU les certificats de publication et d'affichage dans les communes de VELIZY-VILLACOUBLAY, BIEVRES, CLAMART, VIROFLAY, MEUDON ;

VU le registre d'enquête ouvert dans la commune de VELIZY-VILLACOUBLAY du 10 mai 1999 au 11 juin 1999 inclus ;

VU les délibérations des conseils municipaux ;

VU l'avis du Commissaire Enquêteur en date du 8 juillet 1999;

VU l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement d'Ile-de-France ;

VU l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU l'avis de la Direction Départementale de l'Equipement ;

VU l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ;

.../...

VU l'avis de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle des Yvelines ;

VU l'avis de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours ;

VU le rapport de synthèse de l'inspection des Installations Classées du 16 mai 2000;

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 19 juin 2000;

VU les arrêtés de prorogation de délai en date des 8 octobre 1999, 7 janvier 2000, 7 avril 2000, 30 juillet 2000, 6 octobre 2000, 4 janvier 2001;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a formulé, dans le délai imparti, aucune observation au projet d'arrêté qui lui a été notifié le 9 janvier 2001;

CONSIDERANT que les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement sont garantis par l'exécution des prescriptions spécifiées par le présent arrêté ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture :

ARRETE

TITRE 1 – CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 1-1 – AUTORISATION

La société AUCHAN France dont le siège social est situé 200, rue de la Recherche 59650 VILLENEUVE D'ASCQ est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur la commune de VELIZY VILLACOUBLAY les installations visées par l'article 1.2.1 du présent arrêté, dans son établissement sis 2, Avenue de l'Europe à VELIZY VILLACOUBLAY (78140).

Les prescriptions suivantes, à leur date d'effet, se substituent aux dispositions imposées par le récépissé daté du 25 juillet 1996 et l'arrêté préfectoral daté du 13 octobre 1998.

ARTICLE 1-2 – NATURE DES ACTIVITES

1-2-1 – Liste des installations classées de l'établissement

Installations et activités concernées	Eléments caractéristiques	N° de la nomenclature	Classe	Redevance annuelle Coefficient
Préparation ou conservation de produits alimentaires, d'origine végétale, par cuisson, etc ..., à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles et des aliments pour le bétail, mais y compris les ateliers de maturation et conservation de fruits et légumes.	Volume site : Environ 30,7 t/j (moyenne jour) Fruits/légumes : 27,4 t/j Boulangerie/pâtisserie : 3,2 t/j	2220-1	A	0
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, etc ..., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour animaux de compagnie.	Total site : Environ 8,5 t/j (moyenne jour) Viandes : 5,8 t/j Poissons : 2,6 t/j	2221-1	A	0
Installations de réfrigération et compression dans les autres cas (climatisation – froid alimentaire – air compris).	Total site : 668,3 kW Climatisation : 215 kW Froid alimentaire : 453,3 kW Compression : 5,1 kW	2920-2-a	A	0
Stockage de lait et produits issus du lait (beurre, fromage, yaourts, crème).	Total site : 186 383 t/j d'équivalent-lait	2230-1	A	0
Installation de combustion fonctionnant au gaz naturel ou au fuel domestique	Total site : 4,514 MW groupe électrogène : 3,8 MW Fours à gaz : 0,712 MW Plaque de cuisson : 0,02 MW	2910-A-2	D	0

TITRE 2

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 2.1 - CONFORMITÉ AUX DOSSIERS ET MODIFICATIONS

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les autres réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 2.2 - DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET INCIDENTS

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

ARTICLE 2.3 - CONTRÔLES ET ANALYSES (INOPINÉS OU NON)

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ou d'un suivi agronomique des épandages ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Ils seront exécutés par un organisme tiers désigné par l'exploitant à cet effet dont le choix est soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

L'exploitant est tenu, dans la mesure des possibilités techniques, de mettre à la disposition de l'inspection des installations classées les moyens de mesure ou de test répondant au contrôle envisagé pour apprécier l'application des prescriptions imposées par le présent arrêté.

ARTICLE 2.4 - ENREGISTREMENTS, RÉSULTATS DE CONTRÔLE ET REGISTRES

Tous les documents répertoriés dans le présent arrêté sont conservés sur le site durant 3 années à la disposition de l'inspection des installations classées sauf réglementation particulière.

ARTICLE 2.5 - CONSIGNES

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions imposées par le présent arrêté.

TITRE 3

CHAPITRE 3.I - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 3.I.1 - PRELEVEMENTS D'EAU

3.I.1.1 - GÉNÉRALITÉS ET CONSOMMATION

Les ouvrages de distribution d'eau potable provenant du réseau public, sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs et de dispositifs de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur le réseau d'alimentation en eau potable. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables.

Le relevé des volumes est effectué hebdomadairement et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé.

Les prélèvements d'eau dans le réseau, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont limités à 15 000 m³/an.

ARTICLE 3.I.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

3.I.2.1 - NATURE DES EFFLUENTS

On distingue dans l'établissement :

- . les eaux vannes et les eaux usées de lavabo, toilettes... (EU) ;
- . les eaux pluviales non polluées des toitures (EPnp) ;
- . les effluents industriels (EI) tels que eaux de nettoyage des ateliers de préparations alimentaires (boulangerie/pâtisserie/poissonnerie et boucherie) et eaux de nettoyage des surfaces de vente.

3.I.2.2 - LES EAUX VANNES

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur.

Elles sont collectées, puis rejetées dans le réseau public d'assainissement d'eaux usées aboutissant à la station d'épuration d'Achères.

3.I.2.3 - LES EAUX PLUVIALES NON POLLUEES

Les eaux pluviales non polluées proviennent des toitures de l'hypermarché. Ces eaux sont collectées, puis rejetées dans le réseau public d'eaux pluviales aboutissant à la Seine, via « Le Trou au Gant » et le Ru de Marivel.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués et les réseaux de collecte des eaux pluviales.

3.I.2.4 – LES EAUX DE REFROIDISSEMENT

Les eaux de refroidissement sont en circuit fermé.

3.1.2.5 – LES EFFLUENTS INDUSTRIELS

Les eaux de nettoyage issues des laboratoires de boulangerie/pâtisserie et de poissonnerie sont collectées, traitées par un séparateur dégraisseur, puis rejetées via le réseau d'eaux usées de l'établissement, vers le réseau d'assainissement public aboutissant à la station d'épuration d'Achères.

Les eaux de nettoyage issues des laboratoires de boucherie, sont collectées séparément, traitées par un autre séparateur dégraisseur, puis rejetées de la même manière.

Les eaux de nettoyage des surfaces de vente sont collectées séparément, puis rejetées de la même manière.

3.1.2.6 – APPORTS D'EFFLUENTS EXTERNES A L'ETABLISSEMENT

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

ARTICLE 3.1.3 - RÉSEAUX DE COLLECTE DES EFFLUENTS

3.1.3.1 - CARACTÉRISTIQUES

Les réseaux de collecte permettent d'évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées ou produits vers les traitements ou milieu récepteur autorisés à les recevoir.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les effluents aqueux ne dégagent pas par mélange, des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux ainsi que dans le milieu récepteur.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flamme.

3.1.3.2 - ISOLEMENT DU SITE

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

ARTICLE 3.1.4 - PLANS ET SCHÉMAS DE CIRCULATION

L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire,...) ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 3.1.5 - CONDITIONS DE REJET

3.1.5.1 - CARACTÉRISTIQUES DES POINTS DE REJET DANS LE MILIEU RÉCEPTEUR

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux 3 points de rejets qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet	N° 1	N° 2	N° 3
Nature des effluents	EI Eaux de nettoyage des ateliers de préparations alimentaires (boulangerie/pâtisserie et poissonnerie)	EI Eaux de nettoyage des ateliers de préparations alimentaires (boucherie)	EI Eaux de nettoyage des surfaces de vente
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement public d'eaux usées		
Traitement avant rejet	Séparateur dégraisseur		Néant
Milieu naturel récepteur	Seine via la station d'épuration d'Achères		

Tout rejet direct ou indirect d'effluents industriels non explicitement mentionné ci-dessus est interdit.

3.1.5.2 - AMENAGEMENT DES POINTS DE REJET

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants...). Ces points comportent des caractéristiques qui permettent de réaliser des mesures représentatives, d'être aisément accessibles, de permettre des interventions en toute sécurité et d'assurer une bonne diffusion des rejets sans apporter de perturbation du milieu récepteur.

ARTICLE 3.1.6 - QUALITE DES EFFLUENTS REJETES

3.1.6.1 - TRAITEMENT DES EFFLUENTS

Les installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

3.1.6.2 - CONDITIONS GÉNÉRALES

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique ainsi qu'à la conservation de la faune ou de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement ou au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables, ou de favoriser la manifestation d'odeurs, saveurs ou colorations anormales dans les eaux naturelles.

Les rejets directs ou indirects de substances mentionnées dans l'Arrêté Ministériel du 10 juillet 1990 modifié, sont interdits dans les eaux souterraines ou sur le sol.

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- Température : ... < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5

- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l
- exempt de matières flottantes
- ne pas dégrader les réseaux d'égouts,
- ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

3.1.6.3 – CONDITIONS PARTICULIERES DE CHACUN DES REJETS

Paramètres généraux

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ainsi que les modalités de contrôle des effluents ci- dessous définies.

Référence du rejet : N° 1 et N° 2 (eaux de nettoyage des ateliers de préparations alimentaires)

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Norme	Prélèvements et analyses par un laboratoire agréé	
			Type de suivi	Périodicité de la mesure
MEST	600	NF EN 872	Ponctuel	Annuelle
DCO	2000	NFT 90101		
DBO5	800	NFT 90103		
Azote global	150	NFT 90015		
Phosphore total	50	NFT 90023		

Référence de rejet : N° 3 (eaux de nettoyage des surfaces de vente)

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Norme	Prélèvements et analyses par un laboratoire agréé	
			Type de suivi	Périodicité de la mesure
MEST	600	NF EN 872	Ponctuel	Annuelle
DCO	2000	NFT 90101		
Hydrocarbures totaux	10	NFT 90203		

3.1.6.4 – CONTROLES

Les résultats des analyses et mesures effectuées en application du précédent article, sont transmis à l'inspection des installations classées, dans le mois qui suit leur réception. Ces analyses portent sur les paramètres cités dans le précédent article ainsi que sur le pH, la température et le débit rejeté.

Ces mesures doivent être réalisées dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté, puis renouvelées tous les ans.

3.1.6.5 – REFERENCES ANALYTIQUES POUR LE CONTROLE DES EFFLUENTS OU LES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Les méthodes d'échantillonnage, les mesures ou les analyses pratiquées sont conformes à celles définies par les réglementations et normes françaises ou européennes en vigueur.

3.1.6.6 - REJET DANS UN OUVRAGE COLLECTIF

Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fait en accord avec la collectivité à laquelle appartient le réseau, conformément à une autorisation de raccordement au réseau public (art. L 35.8 du code de la santé publique).

ARTICLE 3.1.7 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

3.1.7.1 - STOCKAGES

3.1.7.1.1. Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les rétentions ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

L'élimination des produits récupérés en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs :

- soit à double paroi en acier, conformes à la norme NFM 88513 ou à tout autre norme d'un Etat membre de l'Espace Economique Européen reconnue équivalente, munis d'un système de détection de fuite entre les deux protections, qui déclenchera automatiquement une alarme optique et acoustique ;

- soit placés dans une fosse constituant une enceinte fermée et étanche, réalisée de manière à permettre la détection d'une éventuelle présence de liquide en point bas de la fosse ;
- soit conçus de façon à présenter des garanties équivalentes aux dispositions précédentes en terme de double protection et de détection de fuite.

Pour les liquides inflammables, ce stockage s'effectue également dans le respect des dispositions de l'arrêté du 22 juin 1998.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

3.I.7.1.2. TRANSPORTS – CHARGEMENTS – DECHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...)

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

3.I.7.1.3. DECHETS

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

3.I.7.1.4. RESERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

3.I.7.2 - ETIQUETAGE - DONNÉES DE SÉCURITÉ

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation.

CHAPITRE 3.II : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 3.II.1 - GENERALITES

3.II.1.1 - CAPTAGE

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs gênantes sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser les émissions pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent et dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Ces dispositifs de collecte et canalisation, après épuration des gaz collectés, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté ou la réglementation en vigueur.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz dans l'atmosphère.

L'ensemble de ces installations satisfait par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion.

Les justificatifs du respect de ces dispositions (notes de calcul, paramètres des rejets, optimisation de l'efficacité énergétique...) sont conservés à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.II.1.2 - BRULAGE A L'AIR LIBRE

Le brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 3.II.2 – UTILISATION DE FLUIDES FRIGORIGENES ORGANO-HALOGENES

A l'exception de celles nécessaires à la sécurité des hommes ou la sûreté du fonctionnement des équipements frigorifiques et climatiques, est interdite toute opération de dégazage dans l'atmosphère des fluides frigorigènes tels que : chlorofluoroalcanes, bromofluoroalcanes et fluoroalcanes (article 2 du décret du 7 décembre 1992 modifié).

Les détenteurs d'équipements de réfrigération ou de climatisation utilisant ces fluides sont tenus de s'assurer du bon entretien de leurs équipements, en faisant procéder, par une entreprise remplissant les conditions prévues par le décret susvisé, au moins une fois par an, ainsi que lors de la mise en service et lors de modifications importantes de leurs équipements, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes, en prenant toutes mesures pour mettre fin aux fuites de fluides frigorigènes constatées. Les documents attestant du respect de cette prescription sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

CHAPITRE 3.III - DECHETS

ARTICLE 3.III.1 - L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

3.III.1-1 - DÉFINITION ET RÈGLES

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

ARTICLE 3.III.2 - GESTION DES DÉCHETS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

3.III.2.1 - ORGANISATION

L'exploitant organise le tri, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement.

ARTICLE 3.III.3 - STOCKAGES SUR LE SITE

3.III.3.1 - QUANTITES

La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la quantité mensuelle produite (sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement comme les déchets générés en faible quantité (< 5 t/an) ou faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques). En tout état de cause, ce délai ne dépassera pas 1 an.

3.III.3.2 - ORGANISATION DES STOCKAGES

Toutes précautions sont prises pour que :

- les mélanges de déchets ne soient pas à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs,
- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
- les emballages soient repérés par les seules indications concernant le déchet.
- les déchets conditionnés en emballages soient stockés sur des aires couvertes et ne puissent pas être gérés sur plus de deux hauteurs.

Les cuves servant au stockage de déchets sont réservées exclusivement à cette fonction et portent les indications permettant de reconnaître lesdits déchets.

Les déchets ne sont stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envois et les nuisances olfactives.

Les bennes contenant des déchets générateurs de nuisances sont couvertes ou placées à l'abri des pluies. Les bennes pleines ne restent pas plus de 15 jours sur le site, sauf en cas d'indisponibilité de la filière d'élimination.

Les déchets d'origine animale ainsi que les produits périmés sont stockés dans une chambre froide prévue à cet effet. Ils ne peuvent séjourner sur le site plus de deux jours.

ARTICLE 3.III.4 - ELIMINATION DES DÉCHETS

3.III.4.1 - TRANSPORTS

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant vérifie lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

3.III.4.2 - ELIMINATION DES DÉCHETS BANALS

Les emballages industriels sont éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 1er juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

Les emballages industriels utilisés sur le site doivent satisfaire aux exigences définies par les dispositions du décret n° 98-638 du 20 juillet 1998 relatif à la prise en compte des exigences liées à l'environnement dans la conception et la fabrication des emballages.

Un tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre, les métaux, ... est effectué en vue de leur valorisation. En cas d'impossibilité, justification est apportée à l'inspection des installations classées.

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, métaux, ...) non valorisables et non souillés par des produits toxiques ou polluants ne sont récupérés ou éliminés que dans des installations autorisées ou déclarées à ce titre.

A compter du 1er juillet 2002, l'exploitant doit être en mesure de justifier le caractère ultime, au sens de l'article 1er de la loi du 15 juillet 1975 modifiée, des déchets mis en décharge.

Un bilan annuel précisant les taux et les modalités de valorisation est effectué par grands types de déchets (bois, papier, carton, verre, huile, fer, cuivre, ...) et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.III.4.3 - ELIMINATION DES DÉCHETS INDUSTRIELS SPÉCIAUX

L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, est assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination à l'inspection des installations classées. Il tiendra à sa disposition une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités. Les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.

Les documents justificatifs doivent être conservés trois ans.

3.III.4.4 - SUIVI DES DÉCHETS GÉNÉRATEURS DE NUISANCES

Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions sont renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils sont éliminés comme des déchets industriels spéciaux dans les conditions définies au présent arrêté.

Les huiles usagées sont récupérées et évacuées conformément aux dispositions du décret n° 79-982 du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées. Elles sont remises à un ramasseur agréé pour le département en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées.

Les fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques sont récupérés conformément aux dispositions du décret n° 92-1271 du 7 décembre 1992, modifié par le décret n° 98-960 du 30 juin 1998.

L'exploitant doit établir un bordereau de suivi de déchets, lors de la remise de ses déchets à un tiers, selon les modalités fixées à l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

TABLEAU RECAPITULATIF DE GESTION DES DECHETS

L'exploitation de l'établissement est menée de manière à respecter les dispositions figurant dans le tableau ci-après.

DESIGNATION ET CODE DU DECHET	ORIGINE	MODE DE STOCKAGE	FILIERE D'ELIMINATION
Papiers cartons 20.01.01	Emballage réserves d'approche	Caisson fermé (1 x 30 m ³ = 30 m ³)	Valorisation
Graisse 20.01.09	Bac à graisse 4 m ³	Bac à graisse	Incinération
Déchet d'origine animale + produits périmés 20.01.08	Magasin + réserves	Chambre froide + caisson fermé (1 x 24 m ³)	Incinération
Cagettes 20.01.07	Réserves	Bennes	Recyclage
Palettes 20.01.07	Réserves	Bennes	Recyclage
Ferrailles 20.01.06	Magasin	Benne ouverte	Recyclage
Piles électriques 20.01.20	Magasin	Conteneurs	Recyclage
Tubes fluorescents	Magasin + commerces	Conteneurs	Recyclage
Films plastiques	Réserves	Benne ouverte	Recyclage

3.III.4.5 - REGISTRES RELATIFS À L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

Pour chaque enlèvement les renseignements minimum suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- origine et dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

CHAPITRE 3.IV - PREVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS

ARTICLE 3.IV.1 - GÉNÉRALITÉS

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

ARTICLE 3.IV.2 - NIVEAUX SONORES EN LIMITES DE PROPRIÉTÉ

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible de 7 h à 22 h sauf dimanche et jours fériés	Émergence admissible de 22 h à 7 h Dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Les niveaux maximum admissibles en limite de propriété ne peuvent excéder 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieure à cette limite.

Lorsque plusieurs installations classées sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés au premier alinéa de l'article 3 du présent chapitre, respecte les valeurs limites ci-dessus.

ARTICLE 3.IV.3 - AUTRES SOURCES DE BRUIT

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 3.IV.4 - VIBRATIONS

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibrations efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 86.23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 3.V. - PREVENTION DES RISQUES

ARTICLE 3.V.1 – GENERALITES

3.V.1 - GESTION DE LA PREVENTION DES RISQUES

L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement.

Ces règles, qui ressortent notamment de l'application du présent arrêté, sont établies en référence à une analyse qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés.

ARTICLE 3.V.2 – CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INFRASTRUCTURES

3.V.2.1 CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.

Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

3.V.2.2 - CONCEPTION DES BÂTIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.

A l'intérieur de l'établissement, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les règles d'urgence à adopter en cas de sinistre sont portées à la connaissance du personnel et affichées.

La gestion de la sécurité sur l'ensemble de l'installation est coordonnée au niveau du poste de sécurité. Des personnels compétents pour reporter les alarmes vers le centre de secours le plus proche, en cas de sinistre, sont présents en permanence dans le poste de sécurité.

3.V.2.3 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement.

En dehors de ces zones, l'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit et tout échauffement.

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Une vérification initiale des installations électriques doit être effectuée par un organisme choisi par l'exploitant afin qu'il soit donné un avis sur la conformité de ces installations aux dispositions réglementaires applicables.

3.V.2.4 – POUSSIÈRES INFLAMMABLES

Tout stockage de matières pulvérulentes (silos de farine notamment) inflammables ou explosives est équipé d'un dispositif d'alarme de température ou tout autre paramètre significatif lorsqu'une augmentation de celle-ci risque d'entraîner des conséquences graves.

3.V.2.5 - ALIMENTATION ÉLECTRIQUE

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

3.V.2.6 - PROTECTION CONTRE L'ÉLECTRICITÉ STATIQUE ET LES COURANTS DE CIRCULATION

Des dispositions constructives et d'exploitation sont prises pour prévenir l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que protéger les installations des effets des courants de circulation.

3.V.2.7 - PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

ARTICLE 3.V.3 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

3.V.3.1 - EXPLOITATION

3.V.3.1.1. Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité,
- les instructions de maintenance et de nettoyage.

3.V.3.1.2. Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des produits dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

3.V.3.2 - SÉCURITÉ

3.V.3.2.1. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risques associés,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur,

ARTICLE 3.V.4 - TRAVAUX

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Ces travaux font l'objet d'un permis de travail (ou permis de feu) délivré par une personne nommément autorisée.

ARTICLE 3.V.5 - INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis de travail.

ARTICLE 3.V.6 - FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour contrôler le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Le personnel est instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et est entraîné à la manœuvre des moyens de secours au moins tous les 6 mois.

ARTICLE 3.V.7 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT

3.V.7.1 - EQUIPEMENT

3.V.7.1.1 - Définition des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

3.V.7.1.2 – RESERVES DE SECURITE

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, tels que liquides inhibiteurs, produits absorbants, produits de neutralisation, ...

3.V.7.1.3 – PROTECTIONS INDIVIDUELLES

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne :

- de surveillance,
- ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.

3.V.7.1.4 – MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'établissement doit être doté de moyens internes de secours contre l'incendie appropriés aux normes en vigueur.

3.V.7.2 - ORGANISATION

3.V.7.2.1. Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

3.V.7.2.2. Système d'information interne

Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux,...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

Une liaison spécialisée est prévue au niveau du poste de sécurité, avec le centre de secours et de lutte contre l'incendie, le plus proche, au moyen d'un téléphone relié au réseau public et accessible en permanence.

Un plan schématique est apposé, conforme à la norme NFS 60-302 comportant l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes d'équipements de sécurité.

Il doit être assuré :

- l'ouverture dans le sens de la sortie des portes susceptibles d'être utilisées pour l'évacuation de plus de 50 personnes ;
- l'ouverture par une manœuvre simple, des portes faisant partie des dégagements réglementaires, toute porte verrouillée devant être manœuvrable de l'intérieur dans les mêmes conditions et sans clé.

Les dégagements et les circulations qui conduisent à ces ouvertures, doivent être balisés par une installation fixe d'éclairage de sécurité.

3.V.7.3 - ACCES DES SECOURS EXTERIEURS

Les installations sont en permanence maintenus accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

TITRE 4**DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIERES
APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS****CHAPITRE I – INSTALLATIONS DE COMPRESSION ET DE REFRIGERATION****ARTICLE 4-I-1**

Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés sont disposés de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués en dehors sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage.

La ventilation doit être assurée si nécessaire par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

ARTICLE 4.I.2

L'établissement doit être muni de masques de secours efficaces, en nombre suffisant, maintenus toujours en bon état et dans un endroit d'accès facile.

Le personnel doit être entraîné et familiarisé avec l'emploi et le port de ces masques.

ARTICLE 4.I.3

Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

ARTICLE 4.I-4

Un autre dispositif à fonctionnement automatique empêchera la mise en marche de compresseur ou assure son arrêt en cas d'alimentation insuffisante en eau.

ARTICLE 4.I-5

L'arrêt des compresseurs doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins sera placé à l'extérieur du local.

ARTICLE 4.I-6

Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler.

ARTICLE 4.I.7

Toutes les mesures sont prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

ARTICLE 4.I.8

Toutes les mesures sont également prises pour l'évacuation à l'extérieur sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'inconfort pour le voisinage, du gaz provenant des soupapes de sûreté.

ARTICLE 4.I.9

L'exploitant doit s'assurer que la société qui entretient les installations est bien inscrite sur un registre tenu par la préfecture du siège social de la société, conformément à l'article 4 du décret du 7 décembre 1992 relatif à certains fluides frigorigènes.

Lors des opérations de maintenance des installations nécessitant une purge totale ou partielle de fluide, les dispositions sont prises pour récupérer le fluide et éviter les émissions de composés chlorofluorocarbonés à l'atmosphère. Les fluides frigorigènes sont récupérés conformément aux dispositions du décret précité.

ARTICLE 4.1.10

Les dispositifs de refroidissement fonctionnant avec pulvérisation d'eau dans un flux d'air sont interdits.

CHAPITRE II – ATELIERS DE CHARGE D'ACCUMULATEURS**ARTICLE 4.II.1 – AFFECTATION**

Les ateliers ne doivent avoir aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles.

ARTICLE 4.II.2 – VENTILATION

Les ateliers sont très largement ventilés par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local.

La ventilation, assurée par un balayage longitudinal, doit permettre un renouvellement d'air de 5 volumes par heure et maintenir les ateliers en légère dépression. Il existe une amenée d'air en partie basse d'une section au moins égale à 1 dm^2 et une sortie d'air en partie haute donnant directement sur l'extérieur, dans chacun des ateliers.

L'arrêt des appareils de ventilation commandera une alarme au poste de sécurité et l'arrêt de la charge des accumulateurs.

ARTICLE 4.II.3 – DETECTION

Le taux d'hydrogène doit être maintenu en-dessous de 1 % en volume. Des détecteurs sont installés en continu.

La mise en charge des accumulateurs n'est possible qu'avec un fonctionnement simultané de la ventilation et la charge d'accumulateurs doit être interrompue, soit en cas d'arrêt de la ventilation, soit en cas d'élévation du taux d'hydrogène.

ARTICLE 4.II.4 – CHAUFFAGE

Tout procédé de chauffage pourra être admis dans ces locaux s'il présente des garanties de sécurité suffisantes pour une utilisation en atmosphère contenant de l'hydrogène.

ARTICLE 4.II.5 – PAROIS INCOMBUSTIBLES ET REVETEMENT ANTI-ACIDE

Le sol de ces locaux est imperméable, résistant aux acides. Les murs sont en matériaux incombustibles et recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre à partir du sol.

Les ateliers sont construits et isolés du reste du bâtiment en matériaux coupe-feu 2 heures. Ils ne commandent aucun dégagement. La porte d'accès s'ouvre en-dehors et est normalement fermée à clef.

CHAPITRE III – INSTALLATIONS DE PREPARATION OU DE CONSERVATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Les activités de préparation ou de conservation des produits alimentaires d'origine animale et végétale comprenant notamment les installations et les équipements des laboratoires et des chambres froides, doivent respecter les dispositions de l'arrêté du 9 mai 1995 réglementant l'hygiène des aliments remis directement au consommateur, ainsi que le titre VII du règlement sanitaire départemental.

CHAPITRE IV – GROUPE ELECTROGENE

Les groupes électrogènes doivent être exploités conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié par l'arrêté du 10 août 1998 et notamment aux dispositions suivantes.

Les éléments de construction du local abritant les groupes électrogènes doivent présenter les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes :

- matériaux de classe MO (incombustible),
- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures,
- couverture incombustible,
- portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré ½ heure.

Les portes sont munies de fermeture automatique et munies de barres anti-panique ou de dispositifs équivalents.

Le local doit être parfaitement ventilé soit naturellement soit au moyen d'une ventilation forcée.

Le local doit être pourvu de détecteurs de fumée. Les détections sont reportées vers le poste de sécurité.

Un dispositif d'arrêt d'écoulement du combustible vers les appareils d'utilisation doit être installé.

La commande de ce dispositif est manuelle. Elle est placée en dehors du local.

Elle est accessible en toutes circonstances et clairement identifiée.

Une pancarte indique ses conditions d'utilisation.

Un coupe-circuit placé à proximité d'un accès doit permettre d'arrêter le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible.

Toute disposition doit être prise pour limiter au maximum la capacité de combustible dans le local.

Les canalisations de liaison entre la nourrice journalière et les groupes électrogènes doivent être munies d'un détecteur de baisse de pression déclenchant une alarme reportée au poste de sécurité.

Le fonctionnement anormal de la pompe de remplissage de la nourrice journalière alors que les groupes électrogènes ne sont pas en route doit être détecté par la gestion technique centralisée.

TITRE 5

DOCUMENTS A TRANSMETTRE

Le présent titre récapitule les contrôles à effectuer que l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées.

Articles	Documents -/ Contrôles à effectuer	Périodicité / échéances
3.1.6.4	Mesures des concentrations, du pH et du débit, sur les eaux usées issues des effluents industriels	Annuelle/3 mois après la notification du présent arrêté

TITRE 6 : Dispositions générales

ARTICLE 6.1 :

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de VELIZY-VILLACOUBLAY où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le Maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

En outre, un avis relatif à cette autorisation sera inséré par les soins du Préfet dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

ARTICLE 6.2 :

Un extrait du présent arrêté sera également affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 6.3 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de VELIZY-VILLACOUBLAY, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Yvelines, MM. les Inspecteurs des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



POUR AMPLIATION
LE PRÉFET DES YVELINES
et par délégation
L'Attaché, Adjoint au
Chef de Bureau

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Nicolas JOYAUX'.

Nicolas JOYAUX

VERSAILLES, le 12 FEV. 2001

LE PRÉFET DES YVELINES
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

signé : **Marc DELATTRE**